



Il convient que la collecte et la compilation de données reposent sur un mandat juridique adapté. Idéalement, cela suppose de pouvoir recourir à des sanctions en cas de non-conformité, en plus de l'emploi de la pression morale pour encourager la coopération.

De manière tout aussi importante, il convient que les questionnaires d'enquête et stratégies de sensibilisation soulignent le fait que toute donnée fournie sera traitée dans la plus stricte confidentialité, en mentionnant là encore les sanctions encourues en cas de non-respect.

Le mandat juridique peut contribuer à promouvoir le taux de réponse, mais les mentions garantissant la confidentialité peuvent faire en sorte que les données fournies soient plus fiables.

Téléchargements

- [Suivi et analyse de l'investissement étranger : comment bâtir des institutions viables](#)
- [Suivi de la dette extérieure du secteur privé : considérations et défis \(chapitre 4\)](#)

Merci de nous [contacter](#) nous pour plus d'informations.